# L'action climatique est « dangereusement insuffisante », alertent les Nations unies face au dépassement annoncé du seuil de 1,5 °C de réchauffement

*A quelques jours de l'ouverture de la COP31 en Turquie, le Progamme des Nations unies pour l'environnement prévoit, si les politiques actuelles se poursuivent, que le réchauffement atteindrait 2,8 °C d'ici à 2100 et s'accentuerait par la suite.* Par Perrine Mouterde / Publié le 21 octobre 2026

Chaque année, à quelques semaines de la conférence mondiale sur le climat (COP), le Progamme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) fait les comptes : il mesure l'écart entre la trajectoire dessinée par les engagements des Etats et celle qui permettrait de respecter l'accord de Paris, dont l'objectif le plus ambitieux est de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C. Alors que la COP31 doit s'ouvrir le 9 novembre à Antalya (Turquie), l'organisme se plie de nouveau à l'exercice mais en s'adaptant à la *« nouvelle réalité »* : ne pas dépasser le seuil de 1,5 °C (...) est désormais impossible.

L'édition 2026 du rapport, (...) publiée mercredi 21 octobre, insiste donc sur ce qu'il faudrait faire, en matière de baisse d'émissions de gaz à effet de serre, pour réduire au maximum l'ampleur et la durée du « dépassement » et espérer revenir à 1,5 °C d'ici à la fin du siècle. L'enjeu est considérable alors que chaque degré de réchauffement supplémentaire aggrave les conséquences déjà dramatiques de la crise et risque d'entraîner des changements irréversibles pour les calottes glaciaires, les coraux ou encore la circulation océanique. Le PNUE conclut que les Etats, loin d'être sur la bonne voie, doivent redoubler d'efforts.

Pour avoir une chance de limiter le réchauffement autour de 1,7 °C ou 1,8 °C à l'horizon 2050, puis de revenir à 1,5 °C, les émissions de gaz à effet de serre devraient être réduites de 18 % d'ici à 2030 par rapport à 2025, de 45 % d'ici à 2035 et de 69 % d'ici à 2040. Or, le compte n'y est pas : même si tous les plans climat des Etats – appelés « contributions déterminées au niveau national » ou « NDC » (selon l'acronyme anglais) dans le jargon onusien – étaient mis en œuvre de manière intégrale, ils ne permettraient de réduire ces émissions que de 5 % à 8 % d'ici à 2030, de 11 % à 15 % d'ici à 2035 et de 20 % à 27 % d'ici à 2040 – des niveaux également insuffisants pour limiter le réchauffement sous 2 °C. (…)

Si les politiques actuelles se poursuivent, le PNUE prévoit que le réchauffement atteigne 2,8 °C d'ici à 2100 et qu'il s'accentue par la suite. Même si toutes les contributions nationales étaient réalisées, la température mondiale devrait grimper de 2,6 °C. Un scénario plus optimiste, dans lequel non seulement les feuilles de route mais aussi d'autres engagements plus lointains en faveur de la neutralité carbone étaient atteints, entraîne un réchauffement de + 2,1 °C par rapport à l'ère pré-industrielle.

Ces résultats sont encore moins bons que ceux présentés en 2025, en raison notamment du retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris. (...) L'organisme a en revanche pu intégrer davantage de contributions nationales qu'en 2025 : 124 Etats, représentant environ 76 % des émissions mondiales, ont désormais soumis une version révisée de leur plan climatique, contre 57 il y a un an. Mais l'ambition collective exprimée dans ces documents, dont la publication était prévue dans le cadre de l'accord de Paris, n'a que très peu augmenté.

Malgré des perspectives particulièrement sombres, le PNUE assure qu'il est toujours possible de limiter au maximum le dépassement. (...) Accélérer l'électrification propre, investir dans les réseaux électriques, les batteries et l'efficacité énergétique, lutter contre la déforestation, éliminer les émissions de méthane… Les auteurs du rapport rappellent que de nombreuses mesures permettant de réduire les émissions sont connues et que les politiques climatiques ont déjà permis d'obtenir des résultats. Ils soulignent par exemple que le déploiement d'installations solaires est sept fois plus important que ce qui était attendu il y a dix ans.(...)

En 2025, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont atteint un niveau équivalent à celui de 2024 (...), mais le PNUE précise qu'il est trop tôt pour affirmer qu'elles ont atteint un pic ou même un plateau. Les émissions liées à la combustion de charbon, de pétrole et de gaz ont continué à croître, mais celles du secteur des terres ont diminué, notamment parce que les incendies, très polluants, ont été beaucoup moins nombreux.

La nécessité de ne pas abandonner l'ambition de limiter le réchauffement à 1,5 °C pourrait être réaffirmée lors de la COP31 en Turquie. Le sujet est vital pour les petits Etats insulaires et les pays les plus vulnérables. Il est en revanche peu probable que des engagements à la hauteur des gigantesques efforts requis pour y parvenir soient annoncés, alors que les pays peinent à concrétiser les promesses déjà formulées.

Au-delà des baisses radicales d'émissions de gaz à effet, le scénario permettant un retour à 1,5 °C prévoit aussi des retraits massifs de carbone de l'atmosphère, par le biais de solutions naturelles et technologiques.

Perrine Mouterde